



ELECTIONS

Conseil d'Administration (CA)
Commission Recherche (CR)
Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU)

PROFESSION DE FOI

Scrutin du 15 au 17 février 2021

Liste : « SES-CGT – SNASUB-FSU – SNTRS-CGT »

Du 15 au 17 février prochains, vous élirez vos représentants au Conseil d'Administration (CA), à la Commission de la Recherche (CR) et à la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU). Le résultat de ce scrutin sera déterminant dans les 4 années à venir sur les choix vous touchant au quotidien. La convergence sur beaucoup de revendications a amené la CGT et le SNASUB-FSU à unir leurs forces pour défendre au mieux vos droits et intérêts.

La **CGT**, n'en déplaise aux médias, est la plus ancienne et la plus puissante force syndicale de lutte du pays. Elle reste la colonne vertébrale des mouvements de défense du monde du travail comme on l'a vu lors du mouvement contre la réforme des retraites. Elle rassemble les travailleurs du secteur privé et de la fonction publique. Sa mission, à l'Université, est la défense des intérêts des personnels (enseignants/chercheurs et BIATSS de l'Enseignement Supérieur avec le **SES-CGT** et l'ensemble des ITA, chercheurs du CNRS et INSERM avec le **SNTRS-CGT**) pour un véritable service public d'Enseignement Supérieur et de Recherche.

Le **SNASUB-FSU** est membre de la Fédération syndicale unitaire (**FSU**), qui est la première force syndicale dans le(s) secteur(s) de l'éducation. Il regroupe les personnels de l'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur (AENES), les personnels ingénieurs techniques recherche et formation (ITRF), les personnels des bibliothèques (BIB), titulaires et non titulaires, actifs ou retraités dans UN SEUL SYNDICAT.

À l'université comme dans les autres services publics, on déplore un désengagement de l'Etat accablant se traduisant par des suppressions de postes, des fusions et restructurations à marche forcée, une augmentation de la charge de travail, une dégradation des conditions de travail et une augmentation des pressions hiérarchiques.

Il faut agir pour renverser la vapeur et rétablir un service public de l'enseignement supérieur et de la recherche de qualité, garant de la diversité des enseignements et des recherches portées par notre établissement.

Pour cela, **nous avons besoin d'élus qui nous représentent et poussent la présidence à être revendicative, capable de relayer nos souhaits et nos attentes, et non pas alignée sur les déclarations de la CPU et pleinement soumise aux directives du Ministère, voire parfois les devançant.**

Concrètement nous nous engageons à représenter, défendre et assister tous les personnels (titulaires et contractuels) en veillant au respect de tous leurs droits. La liste est longue des coups portés à nos conditions de vie et de travail :

- les atteintes aux statuts des personnels et à leurs spécificités qui font la richesse de nos filières ;
- les suppressions de postes (appelées pudiquement « gels » de postes) ;
- la stagnation des salaires et des carrières des BIATSS, en particulier de la catégorie C ;
- les « techniques managériales » déshumanisantes et infantilisantes qui provoquent de nombreuses alertes aux risques psychosociaux en Comité d'Hygiène et Sécurité et conditions de travail (CHSCT) ;
- la non-reconnaissance des missions permanentes pour les personnels contractuels ;
- la mutualisation des personnels sur certaines missions (informatique, finance, technique, ...) ;

- l'individualisation des primes qui risque d'être renforcée avec la mise en place de la Loi de Programmation de la Recherche (LPR) ;
- **le désengagement budgétaire de l'Etat (masse salariale, maintenance des bâtiments, fonctionnement des services et unités de recherche) ;**
- la politique d'attribution des logements de fonction, les charges locatives et le cadrage des missions ;
- le surcroît de travail pour les agents, dû aux investissements IDEX, sans personnel supplémentaire ;
- au CNRS et à l'INSERM : la politique de site, la chute terrible du recrutement de chercheurs et plus encore des ITA, la réduction drastique du soutien de base aux labos, le taux très bas des primes.

Avec votre soutien, nous resterons particulièrement actifs et vigilants sur des chantiers importants :

- Nous serons particulièrement exigeants pour tout ce qui concerne la gestion de la pandémie dans le cadre de notre travail et la réduction de ses conséquences ;
- le recensement portant sur le décalage grade-fonction des personnels BIATSS ;
- les conséquences de la mise en place des nouvelles primes liées à la LPR et plus généralement la transparence et la justice dans toutes les décisions (primes, promotions, horaires, congés...) et l'égalité de gestion des personnels quels que soient la composante ou le service ;
- L'amélioration des conditions de travail, la reconnaissance et l'intégration dans les équipes des personnels contractuels ou précaires et le soutien pour l'obtention de postes pérennes.
- les menaces de remise en cause des jours de congés ;
- les modalités de mise en œuvre du télétravail ;
- la création d'un comité de suivi pour la restauration accessible (ouverte) aux personnels ;
- la mise en œuvre de la politique sociale (développement de l'action sociale, subventionnement de la restauration, mise en place d'une crèche pour les enfants du personnel...) ;
- le maintien du potentiel de recherche de l'université de Strasbourg, du CNRS et de l'INSERM face à une politique de site risquant de concentrer les moyens sur certains créneaux. Notamment nous veillerons au maintien des statuts de tous, au contrôle par la communauté des moyens de l'IDEX et des ITI ;
- les notions de résultat et de mérite, sources de clientélisme et d'arbitraire ;
- le financement du service public par l'Etat ; nous dénonçons la course aux financements externes et aux dérives qu'elle peut entraîner.

**Autant de domaines où nous ne serons écoutés qu'avec votre soutien fort et vigilant.
Ne laissons pas l'équipe de direction décider de notre avenir sans nous !**

Chaque vote exprimé pour notre liste renforce notre poids et oblige l'équipe de direction à prendre en compte nos revendications et notre défense des personnels.

**Pour les élections aux conseils de l'Université de Strasbourg,
VOTEZ pour la liste « SES-CGT – SNASUB-FSU – SNTRS-CGT »
Engagé-e-s ensemble**